

Nous ne pouvons appuyer ce bill, monsieur l'Orateur, principalement parce qu'il n'a pas de limite. C'est comme un cultivateur conduisant son camion qui a perdu son panneau arrière; il perd son grain partout sur le chemin. C'est ce qui se passe ici. Le gouvernement doit faire meilleur usage des moyens dont il dispose déjà au lieu d'augmenter le nombre de députés. Une telle solution, c'est comme étendre beaucoup de glaçage sur un gâteau qui s'est affaissé pour essayer de remplir les trous.

Une foule de gens ressentent la frustration dont je parle quand ils essaient de s'adresser à la bureaucratie du gouvernement. Ce dernier essaie de donner l'impression qu'il se soucie des gens mais, en fait, chaque fois qu'une mesure législative comme celle-ci est présentée, elle alourdit leur fardeau. L'augmentation prévue dans le bill du nombre de députés pourrait coûter aux contribuables environ 1 million de dollars. Je crois que chaque député coûte environ \$60,000 ou \$70,000 par année, et ce coût ne pourrait qu'augmenter avec un plus grand nombre de députés. Cela n'en améliorerait pas pour autant le gouvernement. Aujourd'hui même, à la Chambre, nous avons entendu membre après membre du Conseil privé dire qu'il était chargé d'un certain secteur ou d'une certaine région du pays. Ce n'est pas ça, la démocratie, monsieur l'Orateur. Cette tendance mène à rien de moins que la dictature.

Depuis mon arrivée à la Chambre je constate que le gouvernement ne met pas à contribution les gouvernements provinciaux. A vrai dire, il a tendance à réduire leur autorité, ce qui prive aussi le particulier d'un avantage administratif à l'échelon municipal. Je pourrais mentionner plusieurs programmes que le gouvernement actuel a lancés, entre autres celui de Perspectives-Jeunesse, le PIL et les programmes d'expansion économique régionale que les municipalités auraient pu prendre en main sous la direction des gouvernements provinciaux. Une telle politique n'est pas valable et la population le sait; c'est ce qui explique pourquoi l'administration à tous les paliers est pour lui une cause de frustration.

Les députés consacrent une bonne partie de leur temps à l'étude des faiblesses de certains programmes comme l'assurance-chômage, la sécurité de la vieillesse et les allocations familiales. Il serait possible d'administrer ceux-ci à l'échelon provincial et même dans certains cas à l'échelon municipal probablement. A leur congrès annuel, les municipalités canadiennes se plaignent beaucoup, entre autres choses, du manque de collaboration de la part de leur gouvernement supérieur. Les gouvernements provinciaux ne peuvent assurer cette collaboration tant que le gouvernement fédéral ne les autorise pas à le faire. J'exhorte le gouvernement à accorder aux provinces et aux municipalités davantage d'autorité dans l'administration de ces programmes. Bien sûr, je suis persuadé que nous devons avoir un gouvernement fédéral fort, mais cela ne veut pas dire qu'il doit se mêler des affaires des gouvernements provinciaux.

Le bill à l'étude propose d'augmenter de 15 le nombre de députés et je suppose que ce serait possible pendant un certain temps. Mais le bill propose également de porter à 307 le nombre de sièges en 1981. Il faudrait songer à ce que cela coûtera aux contribuables. S'ils ne retirent rien de

L'ajournement

cette augmentation de frais, ils n'en seront que plus insatisfaits.

Monsieur l'Orateur, puis-je déclarer qu'il est 10 heures?

MOTION D'AJOURNEMENT

[Traduction]

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office en conformité de l'article 40 du Règlement.

L'ENVIRONNEMENT—LA QUESTION DE L'EXPORTATION D'EAU CANADIENNE AUX ÉTATS-UNIS—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT—LES VUES DE L'ANCIEN MINISTRE AU SUJET DE L'EXPORTATION D'EAU—DEMANDE D'EXPLICATIONS

M. Bob Wenman (Fraser Valley-Ouest): Monsieur l'Orateur, je m'inquiète du fait que le gouvernement n'ait pas encore défini clairement et nettement sa politique au sujet de cette très importante question de l'exportation d'eau. Au début d'octobre, lorsque j'ai prononcé mon premier discours à la Chambre, toutes mes préoccupations au sujet de l'absence de politique du gouvernement sur l'exportation d'eau étaient, à en croire les huées et les sifflets des députés de l'arrière-banc, le fruit de mon imagination. Lorsque j'ai appelé les contradictions d'anciens ministres libéraux sur cette question, le ministre des Finances (M. Turner) et le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald) se sont accordés pour dire que mon affirmation selon laquelle le gouvernement n'avait pas de politique sur l'exportation d'eau était simplement fausse.

● (2200)

Trouvant cette réponse étrange, à la suite surtout des recherches que j'avais faites sur cette question, j'ai alors demandé au ministre de l'Environnement (M^{me} Sauvé), le 18 octobre, si elle était en faveur de l'exportation d'eau canadienne aux États-Unis. A titre de ministre responsable de cette question, elle a exposé la politique du gouvernement, qui se résumait à un simple «non»; elle n'était pas en faveur de l'exportation d'eau. Se contredisant deux semaines plus tard en répondant à une autre question dans laquelle j'ai demandé encore une fois quelle était la politique du gouvernement sur l'exportation de l'eau, elle a dit: «Nous n'avons pas de politique».

Constatant une flagrante confusion chez les principaux membres du cabinet, j'ai pensé aujourd'hui que je devrais peut-être éclaircir la question une fois pour toutes. J'ai donc demandé au premier ministre (M. Trudeau) s'il était ou non en faveur de l'exportation des ressources canadiennes d'eau douce pour de l'argent comptant et il a contredit tous ses ministres en répondant «oui».

Je me demande si la réponse est oui, non ou peut-être. Je pensais que les membres du cabinet n'exprimaient une opinion qu'après avoir discuté des possibilités au caucus et être arrivés à une décision unanime. Il ne semble pas en être ainsi. Je pensais que le premier ministre, comme chef du gouvernement, était l'autorité suprême sur ce qui se fait. Pas étonnant que lorsque j'ai soulevé la question la première fois, le ministre des Finances, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et leurs partisans tapageurs aient paru nerveux d'en entendre parler. Inutile de dire que cela me rend très perplexé. Le temps des précisions et de la direction est venu.